

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
MEDOC ATLANTIQUE**

Siège :

**9 rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC-SUR-MER****☎ 05.56.73.29.26**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS****SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 28 JUILLET 2022  
D28072022/104**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :  
Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Tony TRIJOLET, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET, Catherine GIANNORSI, Stéphane MARGALEF, Christian BOURNIGAL, Patrick BURAN, Pascale COLMET MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Jean-Yves MAS, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN, Liliane DUBOIS.

ETAIENT REPRESENTES :

Bernard LOMBRAIL (pouvoir à Xavier PINTAT)  
Jean-Marie BERTET (pouvoir à Tony TRIJOLET)  
Christine GRASS (pouvoir à Véronique CHAMBAUD)  
Jean-Marie REVAILLER (pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Jacques BIDLUN, Jean-Luc PIQUEMAL, Karine FORGERON, Dominique DUBOURG, Valérie DA COSTA OLIVERA, Jean-Marie REVAILLER

Membres suppléants remplaçant  
un membre titulaire  
Membres suppléants

SECRETAIRE DE SEANCE :

Patrick BURAN

**Objet : S.D.E.E.G. : COMMISSION CONSULTATIVE TRANSITION ENERGETIQUE.****Rapporteur : Yves BARREAU, 11eme Vice-Président.****Vote : UNANIMITE**

Conformément aux dispositions de l'article 198 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, le SDEEG a été créé, par délibération en date du 17 décembre 2015, une commission consultative visant à coordonner l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie.

Le législateur a ainsi pris acte, d'une part de la multiplicité des différents établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui sur le territoire d'un syndicat de grande taille tel que le SDEEG peuvent intervenir dans le domaine de l'énergie notamment pour l'élaboration des plans climat air énergie territoriaux (PCAET), d'autre part des compétences du syndicat dans le domaine énergétique en plus de celle d'AODE, notamment en ce qui concerne la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, les actions de maîtrise de la demande d'énergie induisant des économies de travaux portant sur notre réseau de distribution publique d'électricité, celles en faveur du développement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques ou véhicules hybrides rechargeables.

Il est à noter que la création de la commission est également destinée à permettre aux collectivités représentées, une mise en cohérence de leurs politiques d'investissement et un échange de données entre elles facilité. Il s'agit d'un lieu de discussion entre les EPCI du département et le SDEEG à fiscalité propre situés sur le territoire girondin.

Le législateur prévoit un nombre égal de délégués du syndicat et de représentants des établissements publics de coopération intercommunale. Chaque EPCI dispose d'au moins un représentant.

Or, la mise en œuvre de la loi NOTRe du 7 août 2015 a engendré la fusion de Communautés de Communes girondines, ce qui a eu pour conséquence d'en diminuer leur nombre à 28, dans le cadre de la modification du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale.

Aussi, conformément à l'article L2224-37-1 du CGCT, cette commission est composée de 56 membres, soit :

- 28 délégués issus du syndicat,
- 28 délégués issus des EPCI dont un ressortant de notre collectivité.

A défaut pour l'EPCI d'avoir désigné son représentant dans le délai imparti, celui-ci sera représenté au sein de la commission consultative par son Président, sans préjudice qu'ultérieurement l'organe délibérant de l'EPCI désigne un nouveau représentant en remplacement du représentant en place.

Le nombre de délégués sera en tant que de besoin ajusté en fonction du nombre des EPCI à fiscalité propre représentés au sein de la commission consultative de façon à respecter le principe de parité prévu par la loi.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner parmi les délégués de notre Conseil Communautaire, M. Yves Barreau, délégué(e) appelé(e) à siéger au sein de la Commission consultative ressortant de la loi TECV.
- D'approuver le principe d'un règlement intérieur en annexe destiné à convenir entre les membres des modalités de fonctionnement de la Commission consultative.

### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 21 juillet 2022, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- VU le projet de règlement joint en annexe,
- OÙ l'exposé du rapporteur,

### DÉCIDE :

- De désigner parmi les délégués de notre Conseil Communautaire, M. Yves Barreau, délégué(e) appelé(e) à siéger au sein de la Commission consultative ressortant de la loi TECV.
- D'approuver le principe d'un règlement intérieur en annexe destiné à convenir entre les membres des modalités de fonctionnement de la Commission consultative.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 28

Nombre de suffrages exprimés : 32

Vote : Pour : 32 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 28 JUILLET 2022



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**  
Maire de Soulac-sur-Mer  
Membre Honoraire du Parlement